



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

152/jpr/sb

Arrêté du 8 décembre 2023 portant mise en demeure à la société VYNOVA de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Thann

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 25-II

VU l'arrêté préfectoral du 04 juin 2008 portant prescriptions complémentaires et codificatif à la société PPC

VU la visite d'inspection du site du 31 mai 2023;

VU le rapport du 11 octobre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la réponse de l'exploitant du 10 novembre 2023 sur le projet de mise en demeure et les constats susceptibles de suite,

Considérant qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées lors de leur visite du 31 mai 2023 la présence au sein d'une même rétention de 2 réservoirs de 10 m3 de produits incompatibles entre eux (acide sulfurique et soude),

Considérant que le mélange de ces deux produits peut générer des vapeurs toxiques,

Considérant que la temporisation de 2 minutes appliquée sur le déclenchement du bassin de sécurité peut conduire à rejeter des effluents non conformes au milieu naturel,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société VYNOVA, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 95, rue du Général de Gaulle BP 660090, 68802 THANN, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Dans un délai de 8 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 25-II de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »

Article 3 : Déclenchement de l'ouverture du bassin de sécurité

Dans un délai de 3 mois, après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 71.1.2 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2008

« L'ouverture du bassin est asservie à la mesure de paramètres représentatifs. Au minimum, les paramètres

suivants sont mesurés en continu :

- pH,
- COT,
- Bromures.

Des valeurs seuils seront fixées par l'exploitant afin de respecter les normes de rejets dans la Thur. En cas de dépassement de seuil, une alarme se déclenchera et entraînera le déclenchement d'une procédure pour autoriser le déversement de l'effluent pollué dans le bassin. Les organes nécessaires à la mise-en service du bassin devront pouvoir être actionnés en toute circonstance. »

Article 4 : à défaut de satisfaire dans les délais prescrits aux conditions de la présente mise en demeure, et sans préjudice des dispositions pénales en la matière, l'exploitant s'expose aux sanctions administratives de l'article L.171-8 II du code de l'environnement.

Article 5 :– Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 8 décembre 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT